



Edition spéciale DLR – 7 septembre 2008

www.gaullisme.fr

UNIVERSITES DE RENTREE DE DEBOUT LA REPUBLIQUE

Samedi 6 et Dimanche 7 septembre 2008

Discours de clôture de Nicolas DUPONT-
AIGNAN



Chers Amis, chers Compagnons, chers
Camarades,
Merci d'être toujours plus nombreux pour nos
universités de rentrée.

Merci à vous, les fidèles de toujours.

Vous qui m'accompagnez depuis près de 10 ans
dans ce combat pour la liberté de la France.
Vous qui avez fondé avec moi DLR en 1999.
Vous qui avez gagné le référendum de 2005.

Vous qui avez osé rompre les amarres de l'UMP et
transformer notre club en un vrai mouvement
politique.

Dourdan est devenu notre rendez-vous de rentrée ;
moment unique de détente, de rencontre, de
réflexion où se forgent les convictions et où se
puise l'énergie pour affronter les batailles de
l'année.

**Merci aussi à vous qui nous rejoignez
nombreux cette année.**

Vous qui venez de la gauche, principalement du
MRC, vous qui venez de la droite, notamment de
l'UMP ou du MPF. Ou, tout simplement, vous qui
vous engagez pour la première fois dans l'action
politique.

Qu'importe d'ailleurs d'où vous venez. Vous êtes
là, rassemblés, pour partager, promouvoir, en un

mot faire vivre cette certaine idée de la France que
défend notre mouvement Debout la République.

Une France qui, comme le rappelait le Général de
Gaulle, n'est ni de droite, ni de gauche, mais qui est
composée de tous ses habitants, chacun avec sa
part de bonne volonté pour faire avancer le pays.

**Une France qui plus que jamais a besoin de
vous, de votre sincérité, de votre courage, de
votre indépendance d'esprit, de votre droiture.**

Vous nous avez rejoints car vous savez bien que
nous ne sommes pas là pour faire « notre petite
soupe sur notre petit feu ».

Notre mission est facile à expliquer.

A partir d'une analyse lucide de la situation de notre
pays, nous voulons proposer les remèdes capables
de rendre aux Français leur indépendance, leur
prospérité, leur honneur, leur fierté.

Alors c'est vrai, nous n'avons pas choisi le chemin
le plus facile. Nous ne barbotons pas dans le
marigot « politico-médiatique français ». Et nous ne
pratiquons pas :

- L'ouverture, qui n'est que le nom donné à la
corruption des âmes faibles.
- Les marchandages d'avant Congrès de
Versailles, qui servent à contourner le peuple.
- Le copinage avec les gros intérêts qui coûtent
cher aux contribuables, comme l'affaire Tapie.
- Le culte des magazines people, où l'émotion
prime sur la raison.

C'est vrai, cela n'est pas notre truc !

Et de vous à moi (mais ne le répétez pas à nos
adversaires), je crois que c'est de moins en moins
le truc de beaucoup de nos concitoyens. Il y a
d'ailleurs peut-être là l'une des raisons de notre
succès croissant notamment dans les départements
où, je le sais, DLR commence à se faire une place
dans le paysage politique...

Oui, à une époque où l'on veut faire croire que
gesticulations égalent action, qu'audimat vaut
approbation, je vous invite à creuser votre sillon
patiemment, méthodiquement, à pratiquer le labour
durable qui fait les meilleures récoltes.

Pour ma part, je ne regrette pas un instant d'avoir
quitté l'UMP car si j'y étais resté, comment pourrais-
je aujourd'hui me regarder dans la glace ?

Je ne regrette pas un instant non plus d'avoir dit ma vérité avant l'élection présidentielle. Souvenez-vous quand nous mettions en garde contre le mirage Sarkozy et le vide Royal.

Malheureusement pour la France, les faits nous donnent raison

Et aujourd'hui les Français ont compris au fond d'eux qu'ils avaient été profondément, cyniquement trompés, voire manipulés.

Nos compatriotes sont d'autant plus désabusés qu'ils se sentent impuissants à changer les choses faute d'alternative politique connue.

Le PS est un bateau ivre pour la simple raison que son élite est hypnotisée par un Nicolas Sarkozy qui gouverne comme ils l'auraient fait eux-mêmes sur l'essentiel, à peu de choses près.

Les extrêmes ne sont pas pris au sérieux et l'engouement pour Besancenot est de même nature que celui d'autrefois pour Le Pen.

Les Français attendent donc celui et ceux qui leur présenteront un vrai projet politique, à la fois réaliste et ambitieux, capable enfin d'agir aux racines du mal.

Ce projet existe, c'est le nôtre.

A vous donc, dans votre famille, auprès de vos amis, auprès de vos voisins, dans votre association, votre commune, votre département ou votre région, à vous dans votre université ou votre entreprise, d'aller expliquer pourquoi cela ne marche pas aujourd'hui et quelle est notre recette pour redresser la France et ainsi offrir un autre destin aux Français...



Nicolas Dupont-Aignan et Pierre Lefranc, gaulliste historique

.. Permettez-moi de revenir brièvement sur la situation de la France en cette rentrée bien morose. C'est en effet un euphémisme de reconnaître que le sursaut tant attendu, après avoir été tant promis, n'est pas venu.

Pourquoi ce qui était d'or en juin 2007, s'est-il transformé en plomb en 2008 ?

Le constat est hélas très simple : la première année du quinquennat Sarkozy a permis de mettre en lumière le vrai visage du Président de la République. Un Président qui n'a pas voulu renouer avec « une certaine idée de la France » comme s'il y était engagé, préférant « une certaine idée de lui-

même à la tête de la France », ce qui, vous en conviendrez, n'est pas du tout la même chose. **Un Président qui se croit tout permis et dont la devise est aujourd'hui « je fais ce que je veux, quand je veux, comme je veux ». Le malaise d'aujourd'hui tient au fait que celui qui est censé montrer l'exemple s'affranchit de toutes les règles !**

Mais au-delà de la forme, il y a le fond. Le constat est simple.

Les ruptures tant promises n'ont pas eu lieu et la seule rupture réellement mise en œuvre n'a pas été annoncée car elle remettait en cause un consensus national, celui de notre politique étrangère et de défense.

Comment s'étonner dès lors que les Français se sentent doublement trahis, embarqués dans une voie qui n'a rien à voir avec celle pour laquelle ils avaient cru voter ?

La mort tragique de 10 soldats français en Afghanistan, auxquels je tiens à rendre hommage, a révélé à la France stupéfaite qu'elle avait été engagée, dans son dos, dans une vraie guerre. Une vraie guerre dont tout porte à croire, de surcroît, qu'elle est sans issue militaire.

En avril dernier, souvenez-vous, j'avais été un des rares à mettre en garde (au point de voter la motion de censure) contre l'alignement de notre politique étrangère sur celle de Bush.

La décision d'envoyer des troupes supplémentaires en Afghanistan (contre l'avis des états-majors qui estimaient ne pas en avoir les moyens) a été prise à la légère, uniquement pour plaire au Président des Etats-Unis et ainsi marquer l'annonce de la réintégration par la France de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, lors du sommet de Bucarest.

Cette décision est d'autant plus incompréhensible qu'elle ne s'est accompagnée d'aucun inflexionnement, ni de la stratégie US en Afghanistan, ni de l'organisation interne de l'OTAN. Ce qui prouve bien la volonté, purement idéologique de Nicolas Sarkozy, de rompre avec la politique étrangère et de défense voulue, initiée par le Général de Gaulle et poursuivie par tous ses successeurs.

Malheureusement pour notre pays, en ce domaine, les décisions du président se suivent et se ressemblent. Réduction du format de notre défense au niveau de celui de l'Italie ou de l'Allemagne (*voir mon article Valeurs Actuelles*), réintégration complète dans l'OTAN, obéissance contre toute raison aux Américains en Afghanistan, surenchère face à l'Iran, abandon du Liban ou du Québec, ratification du Protocole de Londres qui tue à petit feu le français scientifique et technologique.... La liste est hélas fort longue.

En engageant notre pays dans la logique du choc des civilisations aux côtés de Bush, au moment même où les Américains s'en détournent, Nicolas Sarkozy se rend-il compte qu'il fait perdre à la France un atout maître dans la mondialisation ?

Il va de soi que la politique étrangère du Général de Gaulle, dont l'Ambassadeur Maillard, ici présent, a été le conseiller diplomatique, avait anticipé le monde multipolaire de ce début du XXI^{ème} siècle. La France avec sa propre politique étrangère, était devenue une référence morale et un recours pour les nations du monde qui refusaient le conflit Est Ouest puis l'unilatéralisme américain. De Gaulle, c'était une France libre, qui a des choses à dire au monde et ne fait pas ce qu'elle ne croit pas juste. Le Président Chirac avait d'ailleurs su porter cette voix notamment au moment du conflit Irakien. En définitive c'est notre vision d'un monde plus juste, plus protecteur de l'environnement, plus organisé, qui doit prévaloir et s'exprimer librement.

A cet alignement extérieur correspond malheureusement une résignation intérieure qui en a surpris plus d'un. **Les trois ruptures : sur l'identité nationale, sur l'économie, sur l'Europe, qui avaient structuré la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, se sont évaporées.** Il est important de comprendre pourquoi.

La mise en avant du thème de l'identité nationale pendant la campagne a attiré autour de Nicolas Sarkozy toutes celles et tous ceux qui voulaient depuis des années voir la France à nouveau debout.

Hélas, le retour d'un certain politiquement correct conjugué à la permanence de contraintes budgétaires dictées par Bruxelles a réduit à peu de choses les promesses du candidat Sarkozy. La politique de Rachida Dati se résume à des discours martiaux et des réformettes, alors que le principal problème reste que la France dépense moitié moins par habitant que la GB et l'Allemagne pour sa justice.

Quant au renforcement du contrôle de l'immigration, il est plus que symbolique puisque l'on se refuse à aller aux causes des mouvements migratoires : l'absence de contrôle aux frontières, l'attrait irrésistible des prestations sociales offertes sans contrôles, la multiplication des mariages blancs, et surtout le maintien, avec la complicité du gouvernement, d'une immigration de travail voulue par certains milieux patronaux, afin de maintenir une pression à la baisse sur les salaires en France. On marche sur la tête quand on sait que tant de Français, beaucoup d'ailleurs d'origine étrangère, ne trouvent pas d'emploi ou sont condamnés à des temps partiels de misère.

L'Education nationale, creuset de l'intégration républicaine, n'est pas mieux lotie : Xavier Darcos a eu raison de changer les programmes du primaire pour renforcer les apprentissages fondamentaux. Mais pourquoi alors avoir supprimé les heures de classe du samedi matin ? Le résultat est sans appel : on réduit le nombre de jours de présence à l'école à 140 contre 210 au Japon, 200 en Italie, 190 en Grande Bretagne !

Au niveau économique et social, enfin, l'hyperactivité réformatrice ne saurait cacher l'essentiel : on ne s'attaque pas aux causes de la faible compétitivité française et on se contente donc

de ramasser les pots cassés. Le triomphalisme du gouvernement ne doit pas faire illusion : la baisse du chômage n'est que le signe de l'explosion du travail pauvre et précaire, nos exportations s'effondrent, la cherté de l'euro conjuguée au raz de marée des produits en provenance des pays émergents dissuade tout investissement productif, aucune baisse significative des charges n'est intervenue. Pendant ce temps, on fait des cadeaux fiscaux à ceux qui en ont le moins besoin et on matraque les classes moyennes (franchise médicale, RSA,...) pour empêcher les plus pauvres de sombrer.

Je sais que la gauche ne ferait pas mieux, bien au contraire. Je sais aussi que le gouvernement a lancé quelques réformes utiles, que j'ai votées sans mégoter. Qui n'approuverait pas, en effet, la fusion ANPE/ASSEDIC ou la réforme des régimes spéciaux ? Mais justement je suis triste de voir la majorité, par esprit de cour, renoncer une fois de plus à faire ce qu'il faut pour redresser le pays.

Car l'accumulation d'annonces sans cohérence d'ensemble, la multiplication de réformes rarement suivies des décrets d'application nécessaires, ne font pas la rupture. De plus pour pouvoir réformer en profondeur il faut mettre de l'huile dans les rouages, il faut une croissance que le gouvernement, comme on l'a vu, s'interdit hélas d'aller chercher.

Toutes ces « ruptures » promises mais évanouies comme dans un rêve, ont un point commun : le manque de marge de manœuvre budgétaire de l'Etat, qui s'explique par l'impossibilité de relancer la croissance dans le cadre européen actuel, dépressionnaire pour l'économie et d'idéologie malthusienne. On en revient ainsi à la rupture fondamentale, celle que le candidat Sarkozy n'a cessé de brandir l'année dernière avant de l'oublier complètement une fois élu : **la rupture européenne, préalable à toutes les autres ruptures.**

Oubliés les beaux et justes discours sur l'Euro, sur la concurrence déloyale des pays émergents, sur l'intégrisme ultralibéral de la commission de Bruxelles. Et pourtant nous savons tous que pour relancer l'économie française, il faut libérer la France de la gestion dogmatique de l'Euro, permettre d'investir dans les secteurs d'avenir, corriger le dumping environnemental et social de pays comme la Chine, contrôler nos frontières pour réduire le coût sous-estimé de l'immigration et mettre enfin un terme à l'écrasement des salaires français.

Loin de moi l'idée de croire que l'Union Européenne est responsable de tous nos maux. Nous devons savoir aussi balayer devant notre porte notamment en baissant les charges pesant sur les entreprises.

Mais la réforme n'est possible qu'en dynamique. Or aujourd'hui dans le ralentissement mondial alors que le Japon ou les Etats-Unis prennent des mesures pour limiter les dégâts, la BCE et la commission de Bruxelles appuient sur le frein

aggravant le ralentissement économique dans la zone euro.

En augmentant ses taux d'intérêts, en laissant l'euro trop s'apprécier par rapport au dollar, en refusant des programmes d'investissements publics dans les secteurs de pointe qui décideront de la hiérarchie des nations, l'Union Européenne condamne la zone euro à être déclassée. Exemple révélateur, BMW et Siemens, deux des fleurons de l'industrie européenne, viennent d'annoncer la suppression de milliers d'emplois en Allemagne, pour produire aux Etats-Unis.

Les déficits se creusent (entre 1998 et 2000 en raison de la baisse de l'euro, la part de marché de la France avait augmenté). L'investissement se fait désormais loin de la zone euro, les délocalisations s'accroissent. Notre pays peut-il accepter plus longtemps de devenir un parc d'attractions laissant ses industries, sa science, aux mains d'entreprises américaines ou asiatiques.

La vérité est là : nue, crue. Le projet présidentiel de Nicolas Sarkozy, pour être mis en œuvre, exigeait de faire respecter à Bruxelles les intérêts et la souveraineté de la France. Ce que le Général de Gaulle avait eu le courage de faire avec la crise de la chaise vide en 1965 pour mettre en œuvre la PAC, Nicolas Sarkozy n'a même pas osé le tenter ! Il a préféré dès son élection aller prêter allégeance à la Nomenklatura de Bruxelles, Luxembourg et Francfort. Pire, il a signé le funeste traité de Lisbonne, copie conforme de la Constitution européenne, qui conforte les dérives de l'Union européenne. Un traité qui enferme, avec la généralisation à la majorité qualifiée, notre pays dans un rôle d'associé minoritaire.

Une fois signée, que pouvait-il obtenir de ses partenaires, au premier rang duquel l'Allemagne ?

Nicolas Sarkozy se privait de fait du seul moyen qu'il avait fait fort des 16 millions de NON au référendum de 2005 et de son beau score de la présidentielle d'obtenir la refondation européenne conforme aux attentes des peuples et aux intérêts de la France. Un Euro enfin au service de la croissance, une commission remise à sa place, des négociations commerciales redressées, une politique industrielle volontariste.

En résumé, il a choisi le cocon doré des dirigeants européens plutôt que le sort des salariés et ouvriers qui l'ont pourtant élu. Il a préféré la fuite de Varennes à la bataille de Valmy !

Comble de tout, il a imposé ce choix insensé aux Français en refusant de les consulter par référendum.

Pour la première fois dans notre République, le Parlement a sciemment contredit le peuple.

Ce « coup d'Etat simplifié » que j'ai décortiqué dans mon dernier livre est passé comme une lettre à la poste tant les élites françaises méprisent leur peuple, nous méprisent.

Or l'Europe échoue à se construire contre les peuples. Les exemples français, néerlandais et irlandais en apportent la preuve éclatante.

De même la France ne peut pas se réformer sans s'appuyer sur la légitimité populaire : aucun effort collectif, nécessairement partagé ne pourra réussir sans l'adhésion de tous.

Voilà pourquoi, mes Amis, les trois questions nationale, européenne et démocratique sont indissociables.

Voilà pourquoi, pour redresser la France, il faut d'abord changer l'Europe. Pas un changement cosmétique, comme nous en promettent l'UMP et le PS, mais une refondation complète offrant une vraie marge de manœuvre aux Nations.

Raison de plus pour saisir l'occasion des élections européennes de juin prochain. Pour la première fois depuis le référendum, les Français pourront en effet voter sur l'Europe.

Ces élections constituent la chance historique des Français pour désavouer leurs élites, de gauche comme de droite, oublieuses de leurs promesses de changement et désigner, au Parlement européen, des élus qui n'auront pas peur de mettre le grand coup de pied tant attendu dans la fourmilière.

C'est urgent car n'oubliez pas que les partisans du fait accompli, de la méthode Monnet, prévoient toujours un délai relativement long entre l'adoption d'un traité et son application pour endormir les opinions. Les traités de Maastricht sur l'euro, d'Amsterdam sur l'immigration, de Nice sur le Parlement européen commencent tout juste à produire leurs pleins effets. Et ce sont les accords d'aujourd'hui qui dessineront les contours de l'Europe de nos enfants.

Livrons-nous alors à un petit exercice de politique fiction.

Fermez les yeux.

Projetez-vous en 2030. Dans 22 ans, ce n'est pas si loin. N'oubliez pas que la chute du mur de Berlin en 1989, c'était déjà il y a près de vingt ans !

En cette rentrée de 2030, une information politique pour commencer. Les éditorialistes s'interrogent sur la crise politique française. Figurez-vous que la participation aux élections a encore diminué... 45% à la dernière présidentielle de 2027 et, pire, 36% aux législatives qui ont suivi. Les Français comprennent peu à peu que ces élections ne servent plus à grand chose.

Les journaux tentent d'expliquer cette crise politique sans précédent.

Ainsi de 2012 à 2017, la France a été mise en minorité sur tous les sujets sur lesquels elle avait promis de ne pas céder : les services publics, démantelés, l'éducation, privatisée, la sécurité sociale, supprimée, les négociations de l'OMC, imposées, le droit pénal, calqué sur celui de nos voisins, la PAC, vidée de sa substance, etc...). Il est vrai qu'en 2010 le Président Sarkozy s'est fait rouler dans la farine au fameux sommet de Paris. Le traité de Lisbonne a enfin été adopté après que l'Irlande a quitté l'Union. Dans 50 domaines les décisions sont prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité. Le compromis de Luxembourg

de 1966 avec son droit de veto a d'ailleurs été jugé illégal en 2012 par la Cour de Justice.

Et puis, n'oubliez pas, d'autres analystes font remarquer que l'adhésion de la Turquie avec ses 90 millions d'habitants a bouleversé les rapports de pouvoirs entre nations au sein du conseil européen. Il y a dix ans déjà (donc en 2020), les parlementaires français ont ratifié l'entrée de ce pays en profitant d'une disposition miraculeuse introduite par Nicolas Sarkozy (encore lui qui pourtant avait fait campagne contre l'entrée de la Turquie) et votée à une voix près le 21 juillet 2008 permettant au gouvernement de se passer de référendum !

Remarquez, il est vrai qu'en 2019 la France n'a plus eu son mot à dire. Les Américains en grande difficulté, ont été obligés de rapatrier en Turquie leurs forces militaires d'Arabie Saoudite suite à la révolution islamique là-bas. Et dix ans auparavant, en 2009, le pays de Jeanne d'Arc et du Général de Gaulle s'est renié en réintégrant l'OTAN. Sans parler du chantage du Président US sur notre industrie de défense que les fonds de pension ont petit à petit rachetée. Si l'on voulait garder les bureaux d'études de l'entreprise Dassault à Paris, il fallait savoir mettre de l'eau dans son vin.

Mais ne dramatisons pas. Le Monde a changé. Les Français ne sont pas si malheureux. Notre population est jeune. L'Allemagne manque de bras à cause de son effondrement démographique. La main d'œuvre qualifiée de nos industries asphyxiées par l'euro cher est bien accueillie dans le dernier bassin industriel du continent. Puis, avec le réchauffement de notre planète, le climat de Stuttgart est presque méditerranéen. D'ailleurs la France a maintenu son rang de première destination touristique mondiale et mérite son titre de parc d'attractions géant.

A Toulouse, Airbus n'a gardé que son centre de recherches mais la région est belle et les grands de l'hôtellerie mondiale tous asiatiques (Accor comme tout le CAC 40 est détenu à 80% par l'étranger) y investissent. Certes les emplois ne sont pas très haut de gamme mais on trouve facilement des jobs de jardiniers, de laveurs de voitures ou de carreaux, de gardiens de résidence secondaire, de vendeurs de journaux à la criée...

Pour éviter que la main d'œuvre locale soit complètement exclue des recrutements, le gouvernement français a d'ailleurs réussi en 2022 à négocier la suspension de la directive Bolkestein en échange de l'acceptation par les salariés de la région autonome de Midi Pyrénées Catalogne, de la suppression de la 5^{ème} semaine de congés payés et du droit de grève. C'est « un bon accord » a dit le grand sage Alain Duhamel presque centenaire sur Europe 1. D'ailleurs Catherine Nay dans ses mémoires a complété, constatant que « les Français sont des enfants gâtés ». « Pensez-vous, ils regrettent parfois le service public de la Poste. Vous vous souvenez peut-être de ces bizarres petites voitures jaunes qui apportaient, aux frais de la collectivité, le courrier au domicile des gens.... »

Mais bon, un Commissaire de Bruxelles a sifflé la fin de la récréation en disant stop à ces gaspillages. Quand on fait le choix d'habiter une zone rurale, on assume ! Ou alors on veille avant de pouvoir se payer les services d'entreprises privées !

Pour Bruxelles, il y a tellement d'autres priorités.

Par exemple, les mafias qui se sont emparées de l'industrie des jeux de hasard depuis la déréglementation de 2010, les accidents à répétition dans les centrales nucléaires tant les entreprises électriques réduisent les coûts d'entretien pour rémunérer les actionnaires. Et puis surtout, l'affaire du jour : on a enfin retrouvé Mr Barroso, l'ancien Président de la Commission, en fuite en Amérique du Sud chez des amis milliardaires. La Commission d'enquête qui cherche à comprendre comment on a pu autoriser et même imposer les fameux OGM va peut-être pouvoir en apprendre un peu plus ? Remarquez, ce Barroso, n'a pas eu la chance d'un Trichet qui a reçu tous les prix honoris causa des universités européennes. Le prix Mercedes d'Oxford, celui de l'Oréal la Sorbonne, celui d'Areva Bologne pour sa lutte exemplaire contre l'inflation et son refus de parler cette langue compliquée qu'est le Français. Grâce aux parrainages des universités par les multi nationales, enfin, nos étudiants font leurs études en anglais. C'était la condition pour bénéficier de fonds financiers importants !

Avant de disparaître Mr Trichet a bien insisté : pour relancer l'économie, il faut attendre encore un peu. Les anticipations inflationnistes ne sont pas mortes. Et puis l'euro finira bien par marcher quand les économies convergeront enfin. L'ancien Président de la banque Centrale Européenne a d'ailleurs reconnu avoir un peu sous-estimé la résistance des cultures nationales. Regardez les Italiens, ils ont payé cher leur goût pour l'inflation. Leur tissu industriel est mort en 20 ans. Remarquez, le bon côté, c'est que les deux Italie sont désormais au même niveau. Dommage que ce soit celle du nord qui ait rattrapé celle du sud !

Je m'arrête là. Assez cauchemardé ! Pourtant sans dramatiser, n'est-ce pas ce qui nous attend ? Une Europe autoritaire, une Europe impuissante, une Europe dépendante et... surtout des Européens malheureux.

Je vous renvoie à un article remarquable publié par Serge Halimi qui démontre la contradiction entre le discours des eurocrates et leur pratique. Je cite un extrait : *L'Europe parle de paix, mais s'engage dans les guerres de l'armée américaine. Elle parle de progrès, mais organise la déréglementation du travail. Elle parle de culture, mais rédige une directive, Télévision sans frontières, qui multipliera la fréquence des spots de publicité. Elle parle d'écologie, de sécurité alimentaire, tout en levant un embargo de onze ans sur l'importation de poulets américains préalablement immergés dans un bain de chlore.*

Serge Halimi a raison.

Le système fonctionne en réalité totalement à rebours de ce qui fait la substance même de sa

culture politique européenne, la démocratie, l'équilibre des pouvoirs, la responsabilité politique et la construction d'une société de Progrès partagé. En un mot, la Belle a accouché de la Bête.

Comment a-t-on pu en arriver là ?

Pourquoi cet intégrisme monétaire ?

Pourquoi cet intégrisme du libre échange ?

Pourquoi cet intégrisme de la libre concurrence qui subordonne tout au marché soit disant pur et parfait ? Je vous renvoie à l'affaire Ruffert de la CJE qui légitime le dumping social d'une entreprise polonaise payant ses salariés 46,54% du salaire minimal de la Basse Saxe en Allemagne.

Il faut des principes en politique : une bonne monnaie, la liberté des échanges, le marché, la tolérance en sont de bons. Mais la politique consiste à moduler les principes en fonction des réalités. En appliquant ces principes aveuglément, en les poussant jusqu'à leurs conséquences les plus extrêmes et les plus absurdes, la Commission européenne renonce à la politique vivante ; elle est une machine aveugle et destructrice.

Mais pourquoi les gouvernements, les parlements, les opinions ne réagissent-ils pas face à cette prise de pouvoir sans précédent par des autorités non élues, technocratiques, irresponsables : la Commission, la CJE, la BCE ?

Nous en sommes arrivés là, oui, car ceux qui se sont approprié les pouvoirs des Etats, ceux qui veulent imposer un modèle économique et social, ont fait croire aux peuples sincères dans leur foi européenne, ont fait croire que Bruxelles servait la belle idée européenne.

Toutes celles et tous ceux qui émettaient la moindre réserve sur cette construction antidémocratique ont été caricaturés comme des affreux nationalistes. D'ailleurs, je vous le dis, le plus grand malheur de l'Europe et le meilleur allié des technocrates de Bruxelles c'est Mr Le Pen. Parce qu'à cause de lui on ne peut plus parler de l'Europe des patries. Pourtant cette idée appartient à tout le monde. L'Europe des pays, des peuples. Alors, oui, j'ose en parler, car j'en ai assez ! Assez de la propagande qui a fait croire qu'il n'y a qu'une voie possible, qu'un commissaire européen a même osé qualifier « d'autoroute sans sortie ».

A chaque crise d'ailleurs les eurocrates font la politique de l'autruche et prétendent qu'il faut aller encore plus loin en inventant un nouveau traité censé tout résoudre.

Cela fait 30 ans que l'on empile les traités sur les traités comme dans un jeu de Lego. Comme des enfants immatures, les dirigeants veulent toujours ajouter au sommet de la tour, de plus en plus bancal, une pièce de plus soi-disant pour redresser l'édifice.

La pièce soi-disant miraculeuse, le traité qui résoudra tout. Exactement comme au temps de l'Union soviétique où le paradis était au bout du prochain plan quinquennal ou du congrès suivant du PC.

Mais la méthode Coué ne fonctionne pas, bien évidemment.

Arrêtons aussi le discours hypocrite, mensonger, qui voudrait faire croire que l'Union européenne est amendable, que l'on peut ravalier la façade, qu'il faut la « faire bouger » pour reprendre la piteuse expression de l'UMP, ou la rendre sociale pour parler comme le PS le fait depuis 25 ans. **Quand une voiture est mal conçue et dangereuse, la rafistole-t-on éternellement avec des bouts de ficelle ?**

Non bien sûr car, (comme le disaient les évangiles), on ne fait pas du nouveau vin dans de vieilles outres !

Je pèse mes mots, mes amis, l'Union européenne est morte... Non plus seulement dans les faits, mais désormais dans les cœurs.

L'Europe est morte, alors vive l'Europe ! Mais une autre Europe.

C'est pourquoi seule une refondation complète, radicale est en mesure de sauver l'Europe.

Notre rôle aujourd'hui est en effet de proposer une alternative politique. Une solution. Car, n'en doutons pas, dans le monde de demain, nous avons besoin de l'Europe, mais d'une Europe qui soit aimée, donc d'une Europe qui marche.

En juin 2009, nous serons les seuls à oser dire la vérité, à oser proposer une vraie solution de rechange.

Alors, je le sais, la petite caste va s'agiter, les relais vont nous caricaturer.

Qu'importe, ne soyez pas complexés, nous sommes les vrais européens. Nous qui, comme les 16 millions d'électeurs français du 21 mai et une majorité d'Européens, en avons assez de cette impasse et voulons en sortir. Nous qui aimons l'Europe pour sa diversité, sa complexité, son histoire, sa richesse. Nous qui voulons éviter avant qu'il ne soit trop tard l'effondrement dans la douleur d'un système condamné par avance.

Alors, oui, mes amis, notre responsabilité est immense devant l'histoire. Articuler intelligemment, démocratiquement la nation, ce vouloir vivre ensemble, ce repère de chacun et l'Europe cet espace géographique de solidarité, ce multiplicateur de puissance, voilà le grand défi qui est devant nous.

Vouloir bâtir l'une (l'Europe) sans s'appuyer sur l'autre (la Nation) revient à vouloir marcher sans jambes. Si la Nation, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, doit être le fondement de la liberté, la source de l'épanouissement des peuples partout dans le monde, en Asie, en Amérique, en Afrique, comment ne le serait-elle pas en Europe, berceau faut-il le rappeler de l'Etat démocratique ?

Peu avant de disparaître, Alain Peyrefitte racontait une conversation avec le Général de Gaulle qui disait : « Et si ce ressourcement national doit sauver du communisme une moitié de l'Europe, si la nation russe doit un jour boire le communisme comme un buvard boit l'encre, pourquoi la moitié occidentale de l'Europe serait-elle privée de cette force fondamentale » Le Général de Gaulle

ajoutait : « lisez ce que j'en dis depuis un quart de siècle. Je n'ai pas varié. Je souhaite l'Europe mais celle des réalités ! c'est-à-dire celle des Nations et des Etats qui peuvent seuls répondre des Nations !! » Alain Peyrefitte rapportait alors les trois conditions de cette union des Etats selon le Général :

- « la clé de voûte franco-allemande »
- « le respect des différences des peuples avec leur personnalité incomparable, inaltérable, irréductible, si vous voulez que les nations s'unissent, ne cherchez pas à les intégrer comme on intègre des marrons dans une purée de marrons »
- « l'adhésion dans leur profondeur des peuples « il faudra des référendums populaires » disait-il ».

Au-delà des principes de bon sens, il nous appartient de tracer des axes et de proposer les modalités concrètes de cette articulation entre les Nations et l'Europe.

C'est à cette condition, oui, que nous pourrions offrir à nos enfants l'Europe dont ils ont besoin.

En 2030 l'Europe sera démocratique, efficace, indépendante, ou ne sera plus.

Une Europe démocratique c'est tout d'abord une Europe qui se bâtit avec l'accord des peuples qui la composent. C'est une évidence... mais à rappeler. Exigence de référendum donc à la fois pour en tracer les contours et pour en définir les compétences et l'organisation.

Une Europe démocratique c'est ensuite obligatoirement une Europe confédérale. La supranationalité nie la démocratie puisqu'il n'y a pas de vie démocratique européenne. Sans langue commune, sans programmes transnationaux, sans médias européens, comment peut-on croire à une démocratie européenne ? C'est un leurre. Pour garantir un fonctionnement démocratique de l'Europe, il faut donc, une confédération de Nations au niveau desquelles chaque démocratie fonctionne permettant à chaque peuple de ratifier ou de refuser les décisions prises par son gouvernement au niveau européen.

Cela oblige à faire du conseil européen le cœur des institutions européennes. Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi que dans chaque pays les ministres qui engagent leurs nations notamment en adoptant les directives ou règlements, soient vraiment responsables devant leur parlement. Le malaise français tient ainsi aujourd'hui à l'absence de contrôle par le parlement des engagements gouvernementaux, dont on nous dit qu'ils appartiennent au domaine de la diplomatie, alors qu'en réalité ils ont valeur de lois internes dans nos pays.

Enfin, il faut oser supprimer la Commission pour la remplacer par un secrétariat général allégé. A-t-on déjà vu un organisme technocratique se prendre pour un gouvernement et pire encore, disposer d'un monopole d'initiative de la loi ?

De même la CJE verrait sa composition modifiée et le droit européen ne pourrait plus s'imposer aux constitutions nationales.

Enfin et surtout, il faudra sortir de cette opposition malsaine entre les procédures de décisions à la majorité qualifiée et celles à l'unanimité. Accepter le passage à la majorité qualifiée sur des sujets clés, c'est renoncer de fait à la souveraineté nationale, à l'indépendance et donc à la démocratie.

C'est pourquoi il est important d'inscrire le compromis de Luxembourg dans les traités.

De même, pour éviter l'excès inverse de l'unanimité qui, à 27 Etats membres, paralyse toute action, il faut créer l'Europe à la carte.

Oui, seule une Europe à la carte peut réconcilier le respect de la souveraineté nationale et la coopération européenne. Des agences thématiques par secteur gèreraient sous l'autorité des états concernés et financeurs les projets de coopération.

Une Europe efficace

A vouloir se mêler de tout, l'Union européenne est devenue un monstre bureaucratique et en fin de compte impuissant. Je n'y reviendrai pas. Comment changer cela ?

Il faut tout d'abord appliquer sans faillir et dans le bon sens le principe de subsidiarité. Dans une copropriété, sous l'autorité du Conseil syndical, le syndic ne se mêle pas des choix de vie des habitants, de la couleur de leur moquette, du menu de leur dîner ni de la date de leur départ en vacances. Il faut donc dans le fameux nouveau traité confédéral qui se substituerait à tous les traités supranationaux, établir une liste limitative des compétences européennes, tout le reste étant renvoyé au niveau national.

L'allègement de la législation communautaire et de ses 80 000 pages irait de pair. De même, il serait opportun que les fonctionnaires européens ne demeurent pas plus de 4 ans à Bruxelles et soient astreints à l'impôt sur le revenu dans leur pays d'origine.

Mais surtout l'Union Européenne devrait se concentrer sur quelques missions prioritaires, comme elle avait su le faire d'ailleurs, avec la PAC. Investir dans la science par des programmes à la carte, comme Ariane ou Airbus, notamment en unissant nos forces pour créer la voiture propre ou les panneaux solaires du futur;

Mettre en œuvre un réseau de TGV et de feroutage à travers le continent ;

Créer des universités européennes, une par pays, pour rivaliser avec celles des Etats-Unis.

Voilà quelques beaux projets pour demain, capables de faire aimer l'Europe et d'aider chacune des nations à être plus forte dans la mondialisation.

A ceux qui me rétorqueront que l'Europe n'en a pas les moyens, je répondrai simplement que la BCE qui a toujours refusé de financer un programme de grands travaux, a bien été capable en quelques semaines, en pleine crise des *subprimes*, de financer les banques pour 200 milliards €. Preuve

s'il en était besoin qu'il est tout à fait possible d'imaginer une relance au niveau européen par des grands projets structurants, en mobilisant par exemple la Banque européenne d'investissement. Bien évidemment cela oblige à revoir radicalement la « gouvernance économique » de l'Europe.

La politique de la libre concurrence doit être équilibrée par l'autorisation des Etats d'investir dans l'industrie ou la science. Chaque pays doit pouvoir organiser ses services publics comme il l'entend pour la raison simple que les territoires n'ont ni la même taille, ni la même diversité de population. Enfin, il faudra bien revoir les statuts de la BCE, encadrer son action par les ministres de la zone euro. La survie de l'euro aujourd'hui ne dépend plus que de la grande explication toujours repoussée entre la France et l'Allemagne. En 2005 puis en 2007 le moment était venu. Sauf à se résoudre à voir notre pays s'appauvrir toujours plus, on ne peut pas y couper.

Enfin, l'Europe doit être indépendante

« Politique étrangère et de sécurité commune, politique commerciale, demain politique monétaire : à quoi bon transférer les compétences, déléguer, partiellement, sa souveraineté, si l'usage commun qui en est fait ne sert pas la cause d'une grandeur et d'un rayonnement accrus de notre continent dans le monde ? Et si le seul résultat de cette amputation du pouvoir étatique national est de paralyser nos initiatives diplomatiques ou de limiter nos marges de manœuvre économiques.

Le problème n'est pas tant de savoir si nous sommes prêts à déléguer tel ou tel pan de la souveraineté. Il est de déterminer si cela en vaut la peine. Que l'on dise clairement quel est le but poursuivi. Et les peuples seront à même de dire si le jeu en vaut la chandelle ».

Philippe Séguin posait ainsi parfaitement le problème. C'était il y a quelques années, à la veille d'une élection européenne où il allait conduire la liste du RPR.

Il avait raison, à quoi bon unir nos forces, transférer toujours plus de compétences à Bruxelles, Luxembourg ou Strasbourg, si cela enchaîne d'avantage nos nations à un ordre mondial aussi injuste qu'inefficace ?

La Construction européenne n'a de sens que si elle sert de multiplicateur de puissance à chacune des nations et leur permet donc collectivement de mieux maîtriser leur destin. C'est pourquoi il faut là aussi une révision radicale de l'Union européenne.

Sur le plan de la défense, il faut bien évidemment dissocier l'UE de l'OTAN. C'est la seule solution pour donner un jour envie aux européens de prendre en charge le coût de leur protection. C'est pourquoi la France doit rester en dehors de l'organisation militaire intégrée afin d'amorcer le futur pôle de défense européen. Dans l'attente, plutôt que de rêver d'une défense mythique à 27, il faut accélérer les coopérations industrielles en matière d'armement en conditionnant la participation aux programmes à l'achat par les

armées nationales des équipements conçus en commun.

L'indépendance n'est pas seulement militaire. L'énergie est un défi majeur. Plutôt que de libéraliser à outrance, il serait temps d'organiser nos groupes électriques, gaziers et pétroliers, afin de pouvoir peser collectivement face aux producteurs et aux cartels comme GAZPROM. De même il serait temps de cesser cette surenchère à l'égard de la Russie, notre partenaire incontournable au XXI^{ème} siècle.

Les Etats-Unis défendent leurs intérêts c'est bien normal. Mais pourquoi serions-nous obligés de les suivre en supplétif dans leur entreprise hégémonique de contrôle du pétrole et des matières premières ?

De même, allons-nous laisser le continent de l'avenir, l'Afrique, où nos intérêts proviennent autant de l'histoire que de la géographie, aux mains des chinois ?

L'indépendance alimentaire est un troisième défi. Avec le réchauffement climatique, les besoins en eau seront aussi considérables. Veut-on renouer avec l'esprit de la PAC, l'autosuffisance alimentaire ou bien liquide-t-on définitivement cette solidarité européenne comme le souhaite une large majorité des 27 ?

Rien ne serait pire que de continuer à détricoter la PAC sans perspective pour arriver à des pénuries de lait, des importations massives de produits agricoles plus ou moins sains et des flambées de prix liées à l'instabilité des cours mondiaux. Dans ce cas la France peut reprendre sa liberté, aider elle-même ses agriculteurs et refuser de contribuer si largement au budget de l'Union européenne.

Evoquer l'indépendance du continent c'est aussi aborder la question fondamentale de la diversité culturelle.

Cette diversité est tout d'abord linguistique. La France est dépositaire du français pour beaucoup de peuples dans le monde. Relancer la francophonie concrètement, tendre la main à nos amis Wallons ou Québécois, mettre en œuvre un audiovisuel extérieur où l'on parle français (ce n'est pas évident, hélas, pour tout le monde), assurer la diffusion de nos œuvres, autant de priorités pour fortifier l'ébullition intellectuelle de notre pays.

Enfin, comment parler d'indépendance sans évoquer la démographie. Comment concevoir l'Europe de 2030 en faisant croire, comme le fait la commission de Bruxelles, que l'immigration peut sans risque remplacer les naissances ?

La France montre l'exemple grâce à une politique familiale forte, preuve s'il en était besoin, que l'argent public n'est pas toujours inutile. Mais cela ne suffira pas si les nations d'Europe ne veulent pas vivre.

Le nationalisme a épuisé l'Europe. Il ne faudrait pas que la négation de la Nation l'achève. C'est d'un équilibre entre soi et les autres que naît l'épanouissement de l'individu. Il en est de même entre les peuples. C'est d'un équilibre entre la fierté nationale et le partage des valeurs européennes

que dépendra en fin de compte le bonheur des Français, des Allemands, des Italiens... de tous les autres.

Vous le voyez, tout se tient. La démocratie, l'efficacité et l'indépendance. L'UE ne peut être réformée à la marge. Si l'on veut sauver l'Europe, il faut remettre en cause radicalement son organisation. C'est en ce sens que nous détaillerons, en début d'année prochaine, notre projet véritablement révolutionnaire pour refonder l'Europe.

Ainsi, nous proposerons, en juin 2009, un vrai choix aux Français.

Nous surprendrons car nous permettrons à toutes celles et tous ceux qui ont voté NON en 2005, non pas pour détruire l'Europe, mais pour la réformer, de se rassembler autour de nos listes d'union républicaine.

Vous avez bien entendu, je viens de parler de « listes d'union républicaine. »

Il s'agit de faire ce qui n'a jamais été fait et qui est désormais rendu nécessaire par la complète nouveauté de la situation.

Situation nouvelle, en effet, car désormais l'Europe intégrée bafoue au grand jour le suffrage universel, ouvrant les yeux à des millions de Français et d'Européens qui jusqu'à présent la soutenaient du bout des lèvres.

Situation nouvelle car les Français comprennent enfin que l'UMP, le PS et le MODEM, apparemment en compétition soutiennent ce système qui les dépasse de la maîtrise de leur destin et les plonge dans des difficultés croissantes.

Pour être digne de l'espoir des 16 millions de Français qui ont voté non en 2005 et d'autres qui regrettent d'avoir voté oui, il faut à tout prix

dépasser l'esprit de chapelle et rassembler toutes celles et tous ceux qui peuvent s'entendre sur un vrai projet constructif changeant radicalement l'Union européenne.

Et n'écoutez pas tous ceux qui vont vous solliciter ici ou là ; ni les bûni oui-oui qui vont faire semblants de vouloir rafistoler un système dépassé, ni les ronchons qui sont contre tout à la veille de chaque élection européenne qui mais qui soutiennent le reste du temps les gouvernements qui signent des traités scélérats.

Gardez votre cap et renouons avec l'esprit de résistance car nos concitoyens ne veulent plus des compromissions mais souhaitent un renouvellement complet : renouvellement des hommes, des discours, des perspectives, des programmes, des manières de faire.

C'est pourquoi je veux des listes jeunes, un projet alternatif et résolument axé sur la transformation complète de la construction européenne, un discours de main tendue et d'espoir vers tous les Français qui ont voté non le 29 mai pour changer l'Europe, pas pour la détruire.

Ainsi nous pourrons enfin redresser la France, bâtir l'Europe des patries, la seule qui peut marcher et aborder confiants, volontaires, forts le monde tel qu'il est.

Si vous le voulez, n'en doutez pas nous serons alors la surprise du scrutin de juin 2009.

Je compte sur vous, comme vous pouvez compter sur moi.

Je vous remercie.

